

Fraternité





La malnutrition est une menace pour le développement. 30 % de la population mondiale est en situation d'insécurité alimentaire. 150 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde présentent un retard de croissance. Les conséquences médicales, économiques et sociales de la malnutrition sont graves et durables pour les individus et les communautés. La sécurité nutritionnelle exige des interventions multi-sectorielles et la transformation profonde des modèles de production et de consommation.

Notre action en matière de nutrition

Le groupe AFD déploie une stratégie globale et déterminante qui mobilise ses expertises dans l'agriculture, la santé, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'éducation. Cette approche systémique intègre les dynamiques de genre, reconnaissant le rôle crucial des femmes dans la lutte contre la malnutrition. Notre action vise à promouvoir l'accès équitable des femmes aux ressources et leur participation active aux décisions, conditions essentielles d'une sécurité nutritionnelle durable.



Politiques publiques incitatives

Promouvoir des pratiques nutritionnelles vertueuses











L'accompagnement des politiques publiques pour lutter contre la malnutrition se traduit par :

- La création d'un environnement favorable à la sécurité nutritionnelle à travers la gouvernance, la coordination multisectorielle, le plaidoyer et une approche intégrée de la nutrition dans les politiques sectorielles.
- La mise en place de mécanismes de taxation des produits nocifs pour en limiter la consommation.
- La promotion de normes de qualité pour les produits alimentaires et la surveillance de cette qualité.
- La sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles.
- L'accompagnement de l'entrepreneuriat pour favoriser une production locale saine, en s'appuyant sur les liens public-privé pour un passage à l'échelle.



Pays: 30 pays d'Afrique, Amérique latine et Caraïbes

Bailleur: Union européenne



Mise en œuvre: FIIAPP (Fondation Internationale et pour l'Ibéro-Amérique d'administration et politiques publiques) et Expertise France

Durée et financement : 2023-2027 / 6,4 M€ (dont 3,6 M€ gérés par Expertise France)

Contexte:

De nombreux pays à revenu faible et intermédiaire font face à un triple fardeau nutritionnel : sous-nutrition, carences en micronutriments et augmentation des cas de surpoids et d'obésité. Ces défis, aux conséquences sanitaires et économiques majeures, nécessitent une approche intégrée pour agir sur l'ensemble des déterminants de la malnutrition. La mise en œuvre de solutions efficaces — en particulier à travers des politiques multisectorielles — demeure cependant un défi de taille pour les pays.

Action:

EU4SUN accompagne une trentaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes dans la mise en œuvre de la stratégie 3.0 du Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition – Nations unies). Aligné sur les priorités nationales, EU4SUN favorise la concertation multi-acteurs pour renforcer les capacités nationales d'amélioration des cadres normatifs et politiques, et appuyer le plaidoyer pour des stratégies nutritionnelles durables. Il mobilise gouvernements, société civile, jeunes, partenaires internationaux et secteur privé pour promouvoir des solutions adaptées aux défis de la nutrition.

Quelques exemples d'actions menées : évaluation du coût de la malnutrition au Sénégal, renforcement du plaidoyer d'un réseau de jeunes en Côte d'Ivoire, évaluation du plan stratégique nutritionnel du Togo ou développement d'un portail d'information sur la nutrition en Guinée.



Pays: Nigeria

Bailleur : Proparco



Mise en œuvre: NutriK (filiale du groupe français Nutriset, leader de la production d'alimentation thérapeutique d'urgence)

Durée et financement : 2024-2029 / 2 M€

Contexte:

Le Nigeria est l'un des pays les plus touchés par la malnutrition en Afrique subsaharienne : 34 % des enfants de moins de 5 ans (12,1 millions d'enfants) souffrent de retard de croissance, malgré une amélioration progressive de la situation ces dernières années. La malnutrition affecte également 1,5 million de femmes enceintes et allaitantes, compromettant à la fois leur santé et celle de leurs enfants à naître ou en bas âge.



Action:

Proparco apporte un financement en dette de 2 M€ pour que NutriK puisse développer son activité de production d'alimentation thérapeutique et de R&D au Nigeria. NutriK prévoit également de renforcer sa coopération avec les filières agricoles locales, en particulier avec les producteurs d'arachides, et soutenir ainsi l'économie locale en favorisant une production durable et bénéfique pour les communautés agricoles. Cette initiative s'inscrit dans le programme Farm (Food & Agriculture Resilience Mission), qui vise à réduire la dépendance aux importations alimentaires en Afrique et favoriser la production locale et régionale.

Usine NutriK, Kano, Nigeria Incorporation d'arachides dans la préparation d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi

Systèmes de santé et éducatifs





Renforcer l'offre de prévention et de prise en charge de la malnutrition

Pour lutter efficacement contre la malnutrition, les systèmes de santé doivent offrir prévention et soins, et promouvoir des pratiques comme l'allaitement maternel et un sevrage adapté. Une intervention précoce - notamment durant les 1 000 premiers jours depuis la conception - est cruciale pour maximiser l'impact. L'école doit aussi être un levier avec des cantines ou services d'alimentation scolaire réguliers offrant des repas équilibrés, la promotion du changement des pratiques au sein des familles, et des services de santé scolaire capables d'identifier et de suivre les enfants malnutris.

Le groupe AFD veille à :

- Appuyer la formation et la sensibilisation des personnels de santé : accent mis sur l'allaitement précoce, exclusif et prolongé, et les bonnes pratiques de sevrage.
- Intégrer des formations relatives à la prévention et la prise en charge de la malnutrition dans les cursus médicaux et la formation continue des personnels de santé.
- Appuyer la mise en place de protocoles de suivi, de prévention et de traitement de la malnutrition et garantir la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dans les services de santé.
- Soutenir les transferts financiers aux communautés et aux acteurs de l'alimentation scolaire pour déployer des cantines scolaires et favoriser l'éducation à la santé et la nutrition.
- Amplifier les appuis aux comités de gestion des établissements et aux services de santé scolaire pour mieux sensibiliser, identifier, orienter et suivre les élèves.

Prise en charge médico-nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans à travers un réseau communautaire

Pays: Tchad (9ème arrondissement de N'Djamena)

Bailleur : AFD

Mise en œuvre : Alima et Alerte Santé

Durée et financement : 2022-2025 / 818 000 € dont 450 000 € de l'AFD

g=R

Contexte:

Au Tchad, la malnutrition sévère est une urgence sanitaire. À N'Djamena, 2,7 % des enfants de moins de 5 ans en souffrent, dépassant le seuil critique (2 %). Faute de structures adaptées, leur prise en charge reste insuffisante. En outre, des maladies comme la diarrhée, le paludisme et les infections respiratoires aggravent cette crise, faute de soins précoces et adaptés.



Action:

Soigné à temps, un enfant peut guérir de la malnutrition aiguë sans séquelles. Alima et son partenaire national Alerte Santé sensibilisent et forment les familles à la détection précoce. Cette puissante stratégie communautaire facilite l'orientation rapide vers les centres de santé. Dans le 9ème arrondissement de N'Djamena:

- 52 893 adultes ont été formés à l'usage du bracelet de mesure du périmètre brachial et au repérage des œdèmes.
- 104 935 enfants ont été dépistés par des agents de santé communautaire préalablement formés au protocole de Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME, protocole de l'OMS).
- 20 407 enfants atteints de paludisme, diarrhée ou infections respiratoires aiguës ont également reçu des soins adaptés: prévenir la malnutrition, c'est aussi soigner les pathologies qui y conduisent.

Un agent de santé sensibilise sur les bonnes pratiques sanitaires et sur la détection du paludisme et de la malnutrition

Systèmes de protection sociale



Intégrer les enjeux de la nutrition dans les mécanismes de protection sociale

Les causes de la malnutrition sont multiples : accessibilité économique et physique limitée à l'alimentation, manque de disponibilité d'aliments du fait des conflits ou du changement climatique, régime alimentaire inadéquat, etc. Les outils de protection sociale constituent de puissants instruments, non seulement pour sortir les familles de la pauvreté, mais également pour promouvoir la nutrition maternelle et infantile et une alimentation diversifiée et équilibrée.



Procurer aux individus les moyens financiers d'accéder à des aliments nutritifs par des programmes de transferts monétaires ou des rations alimentaires.



Inciter des changements de pratiques de production et la consommation alimentaire, par des mesures d'accompagnement social des plus vulnérables.



Améliorer la disponibilité de produits alimentaires sains et diversifiés par des mécanismes d'allocations aux producteurs.

Walang Gutom





Pays: Philippines

Bailleurs : AFD, Banque asiatique de développement (BASD), Fonds de l'Opep (Opec Fund), gouvernement philippin

Mise en œuvre : ministère du Bien-être social et du Développement (DSWD)

Durée et financement : 2025-2035 / 200 M€ (prêt AFD) + 200 K€ (subvention AFD) + cofinancements

Contexte:

Les Philippines font face à un problème nutritionnel majeur et persistant qui affecte 75 millions de personnes, près d'un tiers des enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance. Le pays, classé le plus vulnérable aux catastrophes naturelles en 2024, subit 20 typhons annuels qui aggravent l'insécurité alimentaire. L'impact économique de la dénutrition infantile représente 1,5 % du PIB philippin.



Action:

Dans le cadre du programme national Walang Gutom 2027 (Faim Zéro 2027), le projet vise à :

- Proposer une assistance à 750 000 familles, sous forme de bons électroniques alimentaires, permettant une alimentation riche et nutritive fournie par des producteurs et détaillants locaux.
- Appuyer le ministère du Bien-être social et du Développement (DSWD) dans le déploiement d'une approche adaptative, nationale et inclusive, renforçant la résilience climatique et prenant en compte la question du genre.
- Soutenir la transversalité des dispositifs d'assistance sociale du DSWD pour une meilleure adaptation au changement climatique.
- Renforcer la gestion, le suivi et l'évaluation du programme de bons alimentaires grâce à des indicateurs de performance vérifiés par des évaluations d'impact.

Un vendeur allongé sur des piles de légumes au marché de Divisoria à Manille

Systèmes agricoles et alimentaires



Œuvrer pour une agriculture sensible à la nutrition

L'agriculture joue évidemment un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire. L'action du groupe AFD vise ainsi à transformer les systèmes agricoles et alimentaires afin qu'ils améliorent les chaînes de valeur des filières nutritives, notamment celles riches en protéines, tout en favorisant la diversification des régimes alimentaires des ménages.

Dans cette optique, la facilité Aliment'Action imaginée par l'AFD vise à initier une dynamique d'engagements opérationnels renforcés. Ce mécanisme cible les régions les plus vulnérables face à la faim, en soutenant la réalisation de l'ODD 2, « Faim Zéro ». Il s'agit de veiller à ce que les projets appuient des politiques publiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle inclusives, résilientes, tout en étant sensibles aux enjeux de genre et de changement climatique.

Au-delà, le groupe AFD promeut le financement de la nutrition à l'échelle internationale, notamment par le biais de la coalition « Agri-PDB » (Agricultural Public Development Bank Coalition), de l'initiative Finance en Commun (FiCS), dont le secrétariat est assuré par le Fonds international des Nations unies pour le développement agricole (Fida/Ifad).

Appui aux filières protéines végétales en soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays de la Grande muraille verte



Pays: Mauritanie, Tchad, Sénégal

Bailleur : AFD

Mise en œuvre : GRDR, CCFD, Swissaid et IRC (4 projets)

Durée et financement : 2023-2026 / 3 M€ en subvention pour chaque projet, soit 12 M€ euros au total

Contexte:

Malgré des dynamiques agropastorales importantes, l'insécurité alimentaire dans les pays de la Grande muraille verte touche 10-15 % de la population, avec un accès limité aux protéines de qualité, notamment animales, en particulier pour les plus vulnérables.

Les légumineuses (niébé, soja, arachide...) sont une source de protéines, à la fois pour les ménages et pour l'élevage, et contribuent à l'amélioration des revenus des exploitations agricoles.



Action:

Dans le cadre de l'initiative conjointe de l'Union européenne et de l'Union africaine pour le développement des protéines végétales, lancée lors du 6° sommet UE-UA (2022), quatre projets sont financés dans l'objectif de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans certains pays de la Grande muraille verte (Sénégal, Mauritanie et Tchad).

Pour une sécurité alimentaire renforcée et une meilleure qualité nutritionnelle des régimes alimentaires locaux :

- Le potentiel en protéines végétales des ressources agro-sylvo-pastorales sera valorisé, dans le cadre d'une gestion concertée et durable de ces ressources.
- Plus de 230 000 personnes bénéficieront d'actions sensibles à la nutrition, avec un accent particulier sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation grâce aux protéines végétales.

Les légumineuses, telles que l'arachide, sont une source de protéines. Leur utilisation accrue contribue à la fois à l'amélioration de la santé des populations et celle des sols.

Eau et assainissement



Favoriser l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et d'hygiène

45 % des décès d'enfants de moins de 5 ans sont imputables à la sous-nutrition et 26 % d'entre eux sont liés aux maladies en rapport avec l'eau, l'assainissement et l'hygiène (Wash), telles que diarrhée, paludisme, ou infections respiratoires (données Unicef, 2019). Face à ce constat, la mise en œuvre de stratégies, politiques publiques et projets croisant accès à une alimentation en qualité et quantité suffisantes et accès à des services d'eau potable et d'assainissement et à de bonnes conditions d'hygiène est nécessaire pour répondre aux défis de la malnutrition et de la sous-nutrition.

Étude d'impact d'un programme d'amélioration du service d'accès à l'eau à Uvira



Pays : République démocratique du Congo

Partenaires : Regideso S.A., Zone de santé d'Uvira, Union européenne, AFD, Fondation Veolia, LSHTM, Oxfam UK

Durée et financement : 2015-2023 / 14,9 M€ (tous partenaires confondus)

Contexte:

À Uvira (environ 280 000 habitants, Sud-Kivu), territoire marqué par des conflits persistants et des déplacements de population, la prévalence des maladies diarrhéiques et du choléra est importante. En 2015, un programme d'amélioration de l'accès à l'eau a été initié par la Fondation Veolia et l'Agence française de développement et a bénéficié d'un appui financier de l'Union européenne.

Ce programme comprenait la construction d'un nouveau réservoir de 2 000 m³, l'amélioration de l'usine de traitement de l'eau et de la station de pompage, près de 2 400 nouveaux raccordements de ménages au réseau d'adduction d'eau et 100 robinets communautaires.



Action:

L'étude d'impact du programme confirme le rôle critique de l'amélioration des services d'accès à l'eau potable pour réduire la charge du choléra et des maladies diarrhéiques, qui affectent fortement la santé et sont l'une des causes de la malnutrition.

Une équipe de recherche de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), en partenariat avec la zone de santé d'Uvira, a travaillé dès le début du programme pour mesurer l'impact de l'amélioration de l'accès à l'eau sur les maladies diarrhéiques, et notamment le choléra :

- Les analyses épidémiologiques démontrent une forte association entre le choléra et les maladies diarrhéiques et la continuité du service et la quantité d'eau fournie.
- En combinant les enquêtes auprès des ménages et les données de la zone de santé d'Uvira, le coût des maladies diarrhéiques (y compris la perte de revenu) pour un épisode de maladie diarrhéique donné, est estimé à 33 816 francs congolais (CDF) ou 17 dollars US (2021).
- Les dépenses personnelles des patients s'élevaient en moyenne à 15 579 CDF (7,8 USD), soit 9 % du revenu mensuel d'un ménage pour un épisode de maladie diarrhéique.

Vue sur la station de traitement d'eau potable d'Uvira

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.